

## Retour sur MyData 2017 : un empowerment individuel ou collectif ? (2/2)

### Des avancées locales et nationales pour le Self Data ?

La Fing co-organisait pour la seconde année consécutive la conférence MyData2017, qui se tenait du 30 août au 1er septembre dernier, à cheval sur deux villes : Tallinn et Helsinki.

Nous vous proposons de revenir sur quelques-uns des enseignements ou faits marquants de cet événement. Cet article se concentre sur la valeur sociale et sociétale des données, c'est la deuxième partie de [l'article publié il y a quelques jours](#).

Sans doute davantage qu'en 2016, MyData2017 accordait une place aux institutions et collectivités qui commencent à s'engager sur la voie du Self Data.

### Des initiatives nationales sectorielles : Self Data or not Self Data ?

**Trafi**, l'agence nationale finlandaise des transports, positionne sa stratégie actuelle en lien avec MyData. Kirsi Pulkamo, de Trafi, explique que l'agence poursuit actuellement plusieurs objectifs autour des données : fournir un accès plus simple aux données pour les individus, permettre de nouveaux services autour des données et soutenir des expérimentations innovantes. Faciliter l'accès aux données pour les individus semble dans ce cas autant concerner des données de transports (il s'agit cependant davantage d'accès à de l'information) que des données personnelles : accéder à ses données de permis de conduire par exemple, via un portail "MyData e-services". Ces données personnelles pourront si les individus le souhaitent, être transmises automatiquement à des compagnies de location de véhicules, pour leur faciliter les démarches de location. Un use case très "Self Data", en somme...!

Le positionnement de l'agence est cependant moins clair sur les autres volets. Permettre l'émergence de nouveaux services basés sur les données passe ainsi par une collaboration directe entre Trafi et des entreprises tierces, sans que l'individu ne soit remis au centre de la relation... Une confusion entretenue durant l'événement par d'autres interventions, qui passent du sujet "données" au sujet "données personnelles" (et vice-versa) un peu facilement, à l'image d'un intervenant qui présentait Xroad, la grande infrastructure d'échange de données de l'Estonie (n'oublions pas que l'Estonie est la pays de la dématérialisation des services et se qualifie volontiers de "e-Estonia", ce qui signifie que beaucoup de données circulent !). L'infrastructure **Xroad** est en train de s'ouvrir à la Finlande. Si celle-ci peut permettre aux individus de transférer certaines de leurs données d'un pays à l'autre et d'utiliser de nouveaux services, il est difficile de savoir à l'issue de cette présentation dans quelle mesure cette infrastructure leur permet réellement de retrouver la maîtrise de leurs données ou si elle est simplement un nouveau "tuyau" pour transférer de la donnée entre organisations, sans qu'ils n'y jouent aucun rôle.

En Islande, c'est dans le domaine de la santé que la piste MyData est explorée, avec le déploiement national du Portail Patient unique ([Heilsuvera.is](http://Heilsuvera.is)), lancé en 2014. Compte tenu de la topologie particulière du pays (relativement rural, avec des zones isolées), il est essentiel d'avoir un système permettant une prise en charge rapide des patients et donc permettant aux professionnels de santé d'avoir accès aux dossiers médicaux des patients en cas d'urgence. A priori, ce système ne semble pas très éloigné – dans l'intention – du **DMP français** (Dossier Médical Partagé), qui vise avant tout la coordination des professionnels de santé. Les individus peuvent accéder à une copie de leurs données de santé (allergies, historique des prescriptions, vaccinations, visites...), ainsi qu'à un ensemble de services (prise de rendez-vous en ligne, messagerie sécurisée, renouvellement d'ordonnances, gestion des préférences de donneur d'organes). D'un simple portail, le dispositif devrait évoluer prochainement, puisque le Ministère de la santé Islandais est actuellement en train de développer une API en lien avec [digi.me](http://digi.me), qui permettra aux individus d'utiliser leurs données du portail grâce à des services tiers (hors portail), mais aussi d'utiliser des données issues de mesures qu'ils auront eux-mêmes effectuées. L'individu devrait donc être davantage au coeur du dispositif à l'avenir. Un bémol tout de même : encore une fois, la question du consentement reste absente, reléguée au rang de "non-problème" : les données des individus sont accessibles de fait à tous les professionnels de santé qui peuvent accéder au portail.



(table ronde « [Cities driving for Personal Data](#) » lors de MyData2017)

## L'émergence du sujet Self Data dans les stratégies data des villes

Francesca Bria le disait précédemment, avancer vers un modèle de gestion de données davantage centré sur l'individu (en somme, vers le Self Data) nécessite de travailler à plusieurs échelles. Et les collectivités peuvent être motrices en la matière, comme le laissait supposer l'intitulé d'une des sessions de MyData2017, "Cities driving for personal data". Les grandes villes déploient aujourd'hui de vastes stratégies en matière de données.

Pour le Grand Lyon, les enjeux d'une stratégie claire en termes de données sont multiples : améliorer les politiques publiques, optimiser le fonctionnement de la ville, placer les citoyens au coeur de l'action publique et casser les silos (notamment de données), outiller l'engagement citoyen, appuyer le développement économique... Le tout en assurant le respect de l'intérêt général et en protégeant les données personnelles. Sur ce dernier sujet, le Grand Lyon participe actuellement activement au pilote [MesInfos](#) mené par la Fing, en s'appuyant sur le Tuba (un lieu de croisement entre industriels, startups, étudiants, citoyens autour des données), en mobilisant des testeurs localement et en restituant prochainement des données à ces citoyens-testeurs (consommation d'eau).

Les enjeux pour Barcelone sont relativement proches : il s'agit de mettre au coeur de la stratégie data de la ville les principes de transparence, de respect de la vie privée, de souveraineté numérique, de sécurité des données et d'un usage éthique des données pour l'innovation, mais aussi d'aller vers de "l'open", notamment en termes d'architectures. Francesca Bria, dans une seconde intervention lors de l'événement, égrène ainsi pêle-mêle quelques-uns des aspects de cette stratégie données menée par la ville : portail open data, budget ouvert et participatif, outil de lutte contre la corruption... Mais en matière de données personnelles et de Self Data, les avancées de la ville semblent à ce jour modestes, et se résument peu ou prou à son engagement et ses actions déjà mentionnées dans le cadre du DECODE project : comment construire les outils et l'infrastructure permettant aux individus de maîtriser l'usage et le partage de leurs données ?

Hervé Groléas – directeur de la DINSI du Grand Lyon – évoque quant à lui un enjeu au coeur du Self Data, particulièrement important pour les collectivités qui s'engagent dans cette voie : la nécessité de diversifier le marché des plateformes/PIMS (Personal Information Management Systems) si l'on souhaite éviter la reproduction du système actuel, dans lequel les individus sont souvent captifs des plateformes qu'ils utilisent. Éviter les monopoles est également important pour empêcher qu'une plateforme dominante ne fasse payer

des frais trop importants aux fournisseurs de services, ce qui nuirait aux écosystèmes locaux, dans le cas d'une démarche Self Data territoriale. La collectivité peut donc choisir d'encourager le développement de plateformes "neutres" et open-source, pour contrer ces risques.



(Hervé Groléas lors de MyData 2017)

Données personnelles ou non personnelles, toujours est-il que la mise en place de stratégies "data" transverses nécessite un véritable changement culturel en interne chez les acteurs publics, nous dit Francesca Bria, même pour une ville comme Barcelone qui s'est déjà doté d'un service spécialisé dans l'analyse des données (un "Mayor's Office for Data analytics" qui existe également dans d'autres villes comme New York). Le sujet des données personnelles est tout récent sur l'agenda des collectivités territoriales, souvent focalisées sur l'ouverture de leurs données ou sur les possibilités ouvertes par le Big Data ; leur prise de conscience des enjeux du Self Data est pour elles encore très embryonnaire. Pourtant, les exemples de Barcelone et du Grand Lyon montrent bien la pertinence, pour une collectivité locale, d'être active sur le sujet, dans un esprit d'intérêt général : il s'agit pour elles de remettre leurs citoyens en capacité de comprendre et de maîtriser leurs données, d'en faire des acteurs engagés dans la coproduction de nouveaux services locaux, tout autant que de stimuler l'innovation.

L'engagement de projets publics nationaux ou territoriaux se rapprochant (plus ou moins) de l'esprit du Self Data montre l'appétence de ces acteurs pour le sujet, tout comme leur volonté d'expérimenter ; leur présence sur scène cette année n'est pas anodine, et laisse à penser que c'est sans doute par ces initiatives que passera le développement du Self Data.

---

Article importé: <http://mesinfos.fing.org/mydata-un-empowerment-individuel-ou-collectif-22/>

Par: Marine Albarède

Publié: October 25, 2017, 4:43 pm